

ASSEMBLEE GENERALE

NEUVIEME SESSION

Documents officiels

Vendredi 8 octobre 1954,
à 15 h. 10

New York

SOMMAIRE

	Page
Point 49 de l'ordre du jour (suite) :	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa sixième session (à l'exception du chapitre III) [suite]	15

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
(Cuba).

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

**Rapport de la Commission du droit international
sur les travaux de sa sixième session (à l'exception
du chapitre III) [A/2693, A/C.6/L.329,
A/C.6/L.330] (suite)**

**Chapitre II. — La nationalité, y compris
l'apatridie (suite)**

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. Le PRÉSIDENT invite M. Sandström, président de la Commission du droit international, à répondre à certaines questions que le représentant de la Suède a posées à la séance précédente.

2. M. SANDSTROM (Président de la Commission du droit international) déclare que la première de ces questions a trait aux statistiques dont on dispose sur l'apatridie. D'après *Une étude sur l'apatridie*¹, document publié par l'Organisation des Nations Unies et qui constitue la plus précieuse source de renseignements, c'est après la première guerre mondiale que l'apatridie a pris des proportions inconnues jusque-là. Après la deuxième guerre mondiale, la situation est devenue réellement menaçante. Pour ce qui est des chiffres réels, il est impossible de fournir des renseignements quelconques sur le nombre des apatrides qui ne sont pas des réfugiés. Même dans le cas des apatrides réfugiés, les seules statistiques complètes et dignes de foi concernent les personnes placées sous le mandat de l'Organisation internationale pour les réfugiés, et qui seraient au nombre d'environ un million et demi.

3. Le représentant de la Suède a ensuite demandé dans quelle mesure le domaine d'application des instruments internationaux signés à La Haye le 12 avril 1930 et celui des deux projets de conventions soumis à la Sixième Commission coïncident. Le Protocole de La Haye relatif à un cas d'apatridie ne vise que le cas d'un Etat où la nationalité n'est pas attribuée du seul fait de la naissance sur le territoire. La Convention de La Haye concernant certaines questions relatives aux conflits des lois sur la nationalité a trait dans une certaine mesure à l'apatridie, mais sa portée est beaucoup

plus restreinte que celle des projets de conventions proposés par la Commission du droit international. Seuls les articles 1, 2, 5, 6 et 7 des projets soumis à la Sixième Commission se retrouvent en partie dans la Convention de La Haye. Aucune des clauses de 1930 ne s'attaque aux causes profondes de l'apatridie, que les articles 8, 9 et 10 des nouveaux textes s'efforcent d'éliminer ou de réduire.

4. En élaborant les projets de conventions, la Commission du droit international ne se dissimulait pas les difficultés de la tâche qu'elle entreprenait. Ce sont en grande partie des considérations d'ordre politique qui sont à l'origine de ces difficultés. Les Etats attachent en général une grande importance à ces considérations et sont peu disposés à faire des concessions. Et pourtant, nul ne peut remplir vraiment son rôle dans la société s'il n'est ressortissant d'un Etat déterminé.

5. La Commission du droit international, ayant présent à l'esprit le principe énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et selon lequel tout individu a droit à une nationalité, a, lors de sa première session, choisi la nationalité comme sujet approprié de codification. Par la suite, le Conseil économique et social a fait sienne cette décision. C'est maintenant aux Etats qu'il appartient de se prononcer sur l'œuvre de la commission et de décider s'ils veulent ou non contribuer à faire de la Déclaration une réalité. De l'avis de M. Sandström, les concessions que les projets de conventions proposés par la Commission demandent aux Etats de faire ne sont nullement excessives. Il convient en tout cas de noter que le Conseil économique et social, par sa résolution 526 B (XVII) du 26 avril 1954, a fait siens les principes qui sont à la base du travail de la Commission du droit international et lui a demandé de poursuivre ses travaux.

6. M. ROLING (Pays-Bas) fait observer que la meilleure preuve de l'intérêt porté par le Gouvernement des Pays-Bas à la question de l'apatridie est le fait que ses observations, reproduites en annexe au rapport de la Commission du droit international (A/2693), ont été rédigées par une commission spécialement créée à cette fin.

7. C'est en raison de ce profond intérêt que la délégation des Pays-Bas désire s'associer aux hommages rendus à la Commission du droit international, dont le Président, particulièrement, mérite d'être félicité sur les explications claires et impartiales qu'il a fournies.

8. Le temps n'est pas encore venu d'examiner les textes quant au fond. Il faut d'abord savoir quelle procédure la Sixième Commission compte adopter. La délégation des Pays-Bas est prête à examiner les projets de conventions et à appuyer la convention sur la réduction, sous réserve de certains amendements, mais il ne semble pas que les membres de la Commission soient disposés à se prononcer immédiatement sur la question.

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1949. XIV.2.

9. A la séance précédente, le représentant de la RSS de Biélorussie s'est catégoriquement élevé contre les deux projets de conventions, notamment contre la création d'un tribunal, en faisant valoir que la nationalité relève exclusivement de la compétence nationale des Etats et que les projets constituent donc une violation des principes du droit international puisqu'ils cherchent à porter atteinte à la souveraineté nationale. Cette thèse semble incompréhensible. La souveraineté nationale est un fait, mais sa portée est limitée par les règles du droit international, dont les traités demeurent la principale source. L'une des prérogatives de la souveraineté est précisément la faculté de reconnaître volontairement des organes supranationaux, auxquels les Etats souverains peuvent transférer certains pouvoirs dans l'intérêt de la communauté internationale. Le Gouvernement des Pays-Bas ne s'opposerait nullement à la création d'un tel tribunal, et il voterait même en sa faveur. Tôt ou tard, les nations et les peuples du monde auront besoin d'une justice supranationale, et chaque occasion de se familiariser avec ce nouveau concept devrait être la bienvenue. Le tribunal envisagé ne ferait que préfigurer l'avenir.

10. Comme le représentant d'Israël l'a fait observer à la 398ème séance, la Commission du droit international, dans sa volonté d'éliminer ou de réduire l'apatridie, a eu tendance à négliger certains autres idéaux et aussi certaines réalités.

11. C'est ainsi que, devant le texte catégorique de l'article premier, un Etat risque d'hésiter à admettre des réfugiés sur son territoire, de crainte que cette admission ne donne aux enfants de ces réfugiés un droit à sa nationalité. On aboutirait de la sorte à l'opposé du but humanitaire que l'on se propose, et qui est d'éliminer l'apatridie dans l'avenir par voie d'accord international.

12. Un autre exemple prouve que la Commission du droit international paraît avoir examiné le problème dans l'abstrait: elle semble avoir oublié que la qualité d'une convention est fonction du nombre de ses signataires. Plus une convention sera rigide, moins il y aura d'Etats qui consentiront à modifier leur législation nationale dans l'intérêt général.

13. Pour ces raisons, le Gouvernement des Pays-Bas, s'il faut choisir entre les deux conventions, choisira la convention sur la réduction, mais il hésite fortement à recommander l'adoption pure et simple de l'une ou l'autre. Quelques-unes des clauses, notamment l'article 13, si controversé, présentent certains dangers. Dans la convention sur l'élimination, il semble que cet article ait été inspiré en partie par "des préoccupations de pure logique" (A/CN.4/SR.271, p. 14). Mais la logique seule ne suffit pas à faire un traité parfait. D'ailleurs, lors de l'élaboration de la convention sur la réduction, on avait prévu une clause spéciale (A/CN.4/SR.274, p. 16) aux termes de laquelle les Etats pourraient formuler des réserves à la convention, et la commission a supprimé cette clause par la suite, non seulement pour des raisons d'ordre logique et juridiques, mais aussi pour des raisons de politique.

14. Sur le chapitre des réserves comme sur certains autres, la Commission du droit international a fait preuve d'une rigueur qui risque d'être fatale. Peut-être serait-il plus prudent de procéder graduellement et d'autoriser certaines réserves pour tenir compte de la situation particulière de chaque pays. Il y aurait alors

de fortes chances pour qu'un plus grand nombre d'Etats se déclarent en faveur de la convention.

15. Si l'on veut réduire, puis éliminer l'apatridie, les Etats devront consentir des sacrifices dans leur législation nationale. Or, comme l'a déclaré le représentant du Royaume-Uni (397ème séance), les Etats n'envisageront de le faire que s'ils ont de bonnes raisons de croire que d'autres Etats agiront de même. Ce qu'il faut donc, c'est une convention multilatérale qui recueille l'adhésion d'un grand nombre d'Etats. Or, il est fort peu probable que l'on arrive à ce résultat en adoptant une convention par voie de résolution et en recommandant aux Etats de la ratifier.

16. Pour ces raisons, la délégation des Pays-Bas estime qu'il est encore trop tôt pour choisir entre les deux projets de conventions. Il ne faut pas examiner la question quant au fond, ni chercher à remanier les textes dans le détail. Il serait préférable de communiquer les projets à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en leur demandant leur avis sur la possibilité de réunir une conférence de plénipotentiaires. Si vingt Etats par exemple se prononçaient en faveur de la conférence, celle-ci devrait être convoquée en bonne et due forme. En outre, pour que l'Assemblée générale conserve un certain droit de regard, il faudrait stipuler que la question serait renvoyée à l'Assemblée pour examen.

17. C'est dans cet esprit que la délégation des Pays-Bas a présenté le projet de résolution qui fait l'objet du document A/C.6/L.329.

18. M. TARAZI (Syrie) fait observer que, si l'on s'accorde à reconnaître que la Commission du droit international a fait une étude claire et approfondie du problème de l'apatridie, de nombreuses délégations ont exprimé des doutes au sujet des deux projets de conventions proposés. Il s'agit de prendre une décision sur la procédure que la Sixième Commission devra suivre.

19. La délégation syrienne, parmi bien d'autres, se demande si ces projets sont bien opportuns et s'il y a réellement intérêt à les examiner article par article. M. Tarazi estime en outre que le moment n'est pas venu de convoquer une conférence internationale. Les arguments avancés par le représentant des Pays-Bas en réponse aux objections soulevées par le représentant de la RSS de Biélorussie contre les deux textes ne l'ont pas convaincu et il ne partage pas les vues du représentant des Pays-Bas au sujet de la suprématie du droit international. Il serait difficile aussi bien de créer les organismes prévus à l'article 11 de ces projets que de donner à ces organismes le droit de statuer sur les revendications présentées par un individu contre un Etat.

20. En conséquence, puisque l'apatridie est un problème social et que la Commission du droit international en a été saisie, à l'origine, par le Conseil économique et social, M. Tarazi propose que cette commission, conformément à l'article 17 de son statut, transmette les projets de conventions au Conseil pour qu'il les étudie et prenne les mesures nécessaires. La délégation de la Syrie présente un projet de résolution à cet effet (A/C.6/L.330).

21. M. SANDSTROM (Président de la Commission du droit international) répond que la Commission du droit international a agi non pas en vertu de l'article 17 de son statut, comme le représentant de la Syrie l'a

laissé entendre, mais uniquement en vertu de l'article 16. C'est la Commission du droit international qui, la première, a choisi le sujet et, depuis, elle a toujours agi de sa propre initiative en la matière. D'ailleurs, même si les dispositions de l'article 17 avaient été applicables en l'espèce, la commission n'aurait commis aucune faute. Le projet a été communiqué au Conseil économique et social dans un délai raisonnable.

22. M. ROBERTS (Libéria) fait observer que le rapport de la Commission du droit international n'est qu'un ensemble de recommandations soumises à l'Assemblée générale, qui doit les examiner de façon approfondie. A son avis, il convient d'agir avec une extrême prudence lorsqu'on essaie, par voie d'amendements ou de toute autre manière, de modifier les principes existants du droit international.

23. Nul ne songe à mettre en doute la compétence de la Commission du droit international, mais il demeure que les clauses qu'elle propose en ce qui concerne l'apatridie ne forment pas toujours un ensemble logique. Les articles premier, 2, 3, 4 et 5 semblent ambigus et contradictoires, et leur application n'entraînerait guère d'avantages pour les apatrides sur le plan juridique.

24. M. Roberts ne pourra, pour diverses raisons, appuyer les projets de conventions présentés par la commission, et notamment parce que ces textes tendent à abroger la *lex loci* et qu'ils vont à l'encontre des dispositions de la législation libérienne visant les conditions d'acquisition de la citoyenneté et les droits des Libériens de naissance en ce qui concerne leurs enfants.

25. M. GEBARA (Liban) s'associe aux orateurs précédents qui ont rendu hommage à la Commission du droit international pour les travaux précieux qu'elle effectue et pour les efforts qu'elle déploie en vue du progrès du droit international.

26. A en juger d'après la discussion générale, il semble que la plupart des gouvernements sont opposés à l'un et l'autre des projets de conventions présentés par la Commission du droit international et ce, parce que les dispositions de ces textes sont contraires à leur législation interne. La commission a prévu cette objection et elle y a répondu dans son rapport. La véritable question est la suivante: les gouvernements sont-ils prêts à résoudre le problème de la nationalité, y compris l'apatridie, sur le plan international plutôt que sur le plan interne? Si la réponse est affirmative, ils accepteront de modifier leur législation.

27. Le représentant de la RSS de Biélorussie a dit à la séance précédente que seuls les Etats sont sujets de droit international; mais rien n'empêche les Etats de se mettre d'accord pour traiter sur le plan international une question qui, jusqu'à présent, relevait de leur compétence interne. Cette décision serait en harmonie avec la tendance moderne, selon laquelle les Etats limitent volontairement leur souveraineté dans l'intérêt général. Il n'y a aucun avantage à ajourner l'examen du problème car, selon toute vraisemblance, ni les relations internationales ni les législations nationales ne subiront de modifications sensibles dans un proche avenir.

28. Le représentant du Brésil, M. Amado, a déclaré à la séance précédente que, si les projets de conventions — auxquels M. Amado a collaboré en tant que membre de la Commission du droit international — étaient parfaits en théorie, son gouvernement était néanmoins contraint de s'y opposer pour des raisons d'ordre

pratique. Cependant, la commission n'a pas été invitée — et n'a pas cherché — à effectuer un travail purement académique. De l'avis de la délégation libanaise, les projets ont suffisamment de valeur pratique pour servir au moins de base à des conventions multilatérales, à condition bien entendu que les Etats veuillent réellement résoudre le problème épineux de la nationalité, y compris l'apatridie.

29. L'élimination complète de l'apatridie est un but que la collectivité internationale doit s'efforcer d'atteindre. Dans les circonstances actuelles toutefois, et étant donné que cette élimination complète impliquerait des modifications radicales dans la législation interne des Etats, la délégation libanaise donne la préférence au projet de convention sur la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir, qui est plus facilement applicable et qui, en outre, est conforme aux lois libanaises sur la nationalité. Ces lois, qui se fondent en partie sur des instruments internationaux comme le Traité de paix de Lausanne de 1923 et qui visent à sauvegarder les intérêts du peuple libanais, ont un caractère extrêmement libéral; leur application ne provoque que très rarement des cas d'apatridie et, bien mieux, elles tendent à éliminer les rares cas existants.

30. C'est pourquoi, agissant dans un esprit humanitaire, la délégation libanaise serait prête à examiner en détail le projet de convention sur la réduction du nombre des cas d'apatridie et à en discuter les divers articles. Mais, comme la Commission ne semble pas disposée à suivre cette méthode, M. Gebara propose de charger le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres à se prononcer sur l'opportunité d'une action internationale pour traiter le problème de la nationalité, y compris l'apatridie, et à faire tenir leurs observations sur les projets de conventions; de plus, il faudrait leur demander s'ils seraient prêts éventuellement à apporter à leurs législations nationales les modifications qu'exigeraient ces projets de conventions.

31. M. KATZ-SUCHY (Pologne) déclare que la Commission du droit international a de beaucoup excédé ses pouvoirs en élaborant les deux projets de conventions, car il ne lui appartient manifestement pas de chercher à imposer aux Etats des clauses qui ne se fondent pas sur les principes existants du droit international et qui ne sont pas orientées dans la direction dans laquelle ce droit évolue.

32. Le représentant de la Pologne ne saurait accepter le principe — qui commande les deux projets de conventions et que la commission a évidemment considéré comme acquis, si l'on en croit le paragraphe 12 de son rapport — selon lequel le droit interne peut être subordonné au droit international. Les deux textes représentent une ingérence dans la juridiction nationale des Etats, qui seuls ont compétence pour régler les rapports entre eux-mêmes et les individus et pour accorder, refuser, ou retirer la nationalité. L'article 11 des projets de conventions ferait de l'individu un sujet de droit international en lui permettant de formuler des plaintes contre un Etat, ce qui irait à l'encontre de toute la tradition du droit international. Les projets de conventions placeraient même l'individu dans une position privilégiée par rapport à l'Etat, puisqu'il pourrait abandonner sa nationalité à son gré, tandis que l'Etat ne pourrait l'en priver. La délégation polonaise ne peut accepter aucune de ces dispositions.

33. M. Katz-Suchy ne croit pas, comme l'a dit le représentant des Pays-Bas, que la Commission du

droit international n'ait fait qu'esquisser une nouvelle notion qui sera certainement acceptée tôt ou tard; c'est au contraire la notion de droit supranational qui perd peu à peu du terrain. Cela ne signifie pas qu'il y ait une opposition entre le droit international et la souveraineté des Etats; bien au contraire, ce n'est que si tous les Etats sont souverains et égaux que le droit international peut triompher. Il va de soi que les différends entre Etats peuvent être réglés conformément au droit international, ou même être soumis à une autorité judiciaire internationale quelconque, mais cette possibilité ne s'applique pas aux différends qui opposent les Etats à leurs propres sujets.

34. Le représentant de la Pologne constate au passage que les mesures proposées par la commission pour éliminer les cas actuels d'apatridie sont elles aussi inacceptables, car elles équivaldraient à établir des groupes de citoyens de second ordre qui auraient des obligations sans avoir les droits politiques correspondants.

35. La commission s'est attachée avec une persistance remarquable, à la fois à imposer les opinions personnelles de ses membres, même lorsqu'elles sont contraires aux principes établis du droit international, et à ne tenir aucun compte des critiques des gouvernements. Il n'est donc pas surprenant que la plupart des orateurs, tout en louant la commission pour le travail qu'elle a fourni, aient laissé entendre qu'ils n'étaient pas disposés à accepter les projets de conventions et se soient efforcés de confier à d'autres organes le soin de les rejeter. Toutefois, renvoyer simplement les projets au Conseil économique et social, qui en a recommandé l'élaboration, risquerait de donner l'impression que la Sixième Commission estime que les projets sont prêts à être approuvés définitivement et ont l'appui de nombreux Etats. Or ce n'est pas le cas. Des soixante Etats Membres, quinze seulement ont communiqué leurs observations, en formulant pour la plupart des réserves et des objections importantes. Ils ne se sont pas contentés de comparer les projets de conventions avec leurs propres lois sur la nationalité: ils ont indiqué qu'ils n'étaient pas disposés à souscrire à ces instruments. Quant au silence des quarante-cinq autres Etats Membres, on peut à bon droit y voir un signe de désapprobation et non d'assentiment.

36. M. Katz-Suchy invite instamment la Sixième Commission à faire face à la réalité et à reconnaître que les projets de conventions ne peuvent être approuvés. Les deux textes pèchent par la base et empiètent sur le domaine de la législation nationale; la Commission doit donc informer le Conseil économique et social qu'elle ne voit pas la possibilité de les adopter.

37. Le représentant de la Pologne est opposé, pour les mêmes raisons, à une conférence de plénipotentiaires; cette conférence ne devrait être appelée qu'à retoucher des textes déjà au point et qui puissent être acceptés d'une façon générale, ce qui n'est manifestement pas le cas des projets élaborés par la Commission du droit international. Les deux années d'attente proposées par le représentant des Pays-Bas ne modifieraient en rien la situation.

38. Enfin, la Commission, en abordant l'examen détaillé des dispositions des projets de conventions, ne ferait que perdre un temps précieux, qui lui est nécessaire pour examiner d'autres points de son ordre du jour.

39. De l'avis de M. Katz-Suchy, le problème de l'apatridie ressortit à la législation nationale de chaque pays. Pour sa part, la Pologne a adopté en janvier 1951 une loi sur la nationalité, dont les dispositions éliminent et préviennent les cas d'apatridie. Cette loi accorde la nationalité polonaise aux personnes dont la nationalité n'est pas définie ou est inconnue, aux enfants nés ou trouvés sur le territoire polonais qui seraient autrement apatrides, ainsi qu'aux personnes qui en font la demande; elle résout au mieux le problème de la nationalité des enfants issus de mariages entre personnes de nationalité différente et celui de la perte de la nationalité par le mariage, ainsi que d'autres questions relatives à la nationalité. En même temps, la Pologne, comme bien d'autres Etats, s'est réservé le droit de priver de leur nationalité les traîtres et les ennemis du pays. L'apatridie ne constitue donc pas un problème en Pologne, et les apatrides qui y résident jouissent pleinement de tous les droits individuels.

40. Entre les deux guerres mondiales, l'apatridie résultait du conflit de lois nationales; par contre, à l'heure actuelle, elle résulte de l'action de certains Etats qui, pour des raisons qui leur sont propres, ont encouragé les personnes déplacées à ne pas retourner dans leur pays d'origine. Au lieu de perdre son temps à préparer des conventions vouées à l'échec, l'Organisation des Nations Unies, si elle entend éliminer l'apatridie, devrait s'efforcer d'empêcher les agissements de ce genre.

41. M. HOLMBACK (Suède) remercie le Président de la Commission du droit international des éclaircissements qu'il a bien voulu fournir à la Commission.

42. La Commission est saisie de deux propositions tendant à ajourner toute décision sur les projets de conventions et à donner aux gouvernements le temps de réfléchir encore à la question. M. Holmbäck s'abstiendra donc d'examiner les projets de conventions quant au fond, sauf pour dire que certaines des critiques formulées à l'égard de la Commission du droit international lui paraissent excessives. Il ne saurait, assurément, approuver la plupart des idées exprimées par le représentant de la Pologne, et ne croit pas non plus, par exemple, comme l'a dit le représentant des Pays-Bas, que l'article 1er des projets de conventions pourrait inciter les Etats à refuser d'accueillir des réfugiés. La législation du Royaume-Uni, par exemple, dispose que tout enfant né en territoire britannique acquiert la nationalité de ce pays; or cette clause n'a pas empêché le Royaume-Uni de donner généreusement asile à des centaines de milliers de réfugiés.

43. M. AYCINENA SALAZAR (Guatemala) déclare que bien que son pays, comme la plupart des pays d'Amérique latine, ne soit pas directement touché par la question de l'apatridie, il s'intéresse profondément à ce grand problème social. Dans un esprit de solidarité internationale, et aussi parce que ce problème peut se poser n'importe où, à n'importe quel moment, le Guatemala a récemment signé la convention adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le statut des apatrides, qui s'est tenue à New-York en septembre 1954.

44. Puisque la Commission examine les mesures à prendre à l'égard des deux projets de conventions présentés par la Commission du droit international, il n'est peut-être pas inutile de rappeler ce qui s'est passé à cette conférence. Convoquée à l'origine en vue

d'étendre aux apatrides certaines des dispositions de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, la conférence est progressivement sortie des limites étroites de cette convention et a finalement adopté un instrument beaucoup plus large, qui reflète le point de vue de nombreux pays. L'esprit d'indépendance manifesté par cette conférence semble donner un démenti à l'opinion courante selon laquelle les conférences internationales sont, de par leur nature même, étroitement limitées dans leur action.

45. Mais il reste à savoir si l'état d'esprit des gouvernements a suffisamment évolué pour qu'ils puissent convenir d'une action internationale dans un domaine traditionnellement réservé à la compétence interne des Etats. M. Aycinena Salazar pense que oui.

46. Il ne faut cependant pas méconnaître l'importance que certaines déclarations, comme celle qu'a faite le représentant de la Suède, présentent dans la pratique. Ce représentant a fait observer que certains Etats ne seront pas disposés à modifier leur législation si elle n'a pas fait l'objet de critiques graves et si elle donne des résultats satisfaisants dans la pratique, surtout dans le cas d'une législation récente. D'autre part, le représentant du Royaume-Uni — jusqu'à présent l'un des rares pays à soutenir la convention sur l'élimination de l'apatridie — a fait une déclaration très raisonnable lorsqu'il a dit que son gouvernement serait disposé à modifier sa législation si un nombre suffisant d'Etats en faisaient autant. Une conférence de plénipotentiaires semble offrir la meilleure chance d'aboutir à un compromis.

47. Une autre objection qu'on pourrait faire au principe d'une conférence serait que seuls les Etats directement intéressés y assisteraient, et que tout instrument adopté aurait donc une portée et un champ d'application limités. A cela, on peut répondre que le champ d'application de l'instrument pourrait être étendu par de nouvelles adhésions et que l'on pourrait inviter aussi à la Conférence des Etats qui ne seraient pas directement intéressés et qui ne seraient pas certains d'être en mesure de ratifier l'instrument adopté. La récente Conférence sur le statut des apatrides s'est trouvée en présence de la même situation, et a su résoudre le problème. Sept pays d'Amérique latine, qui ne sont certes pas directement intéressés par l'apatridie, ont participé à ses travaux. Une conférence présenterait encore cet avantage que les pays intéressés pourraient y participer même s'ils ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies.

48. Elaborés avant la Conférence sur le statut des apatrides, les projets de la Commission du droit international ne contiennent évidemment aucune référence à la convention récemment adoptée. Il serait cependant extrêmement souhaitable de se référer, dans le préambule, à cette convention; c'est là l'une des nombreuses questions que la conférence proposée pourrait examiner.

49. C'est en se fondant sur ces considérations que la délégation guatémaltèque se prononce pour la réunion d'une conférence, comme l'a suggéré le représentant de la France, à la 398ème séance.

50. Enfin, le représentant du Guatemala déclare que la législation du Guatemala fera l'objet d'une revision, et que son gouvernement se laissera volontiers guider, en matière d'apatridie, par une décision internationale. Le Guatemala compte maintenir le principe du *jus soli* en l'atténuant par l'application partielle du principe du *jus sanguinis*, ce qui réduirait les risques d'apatridie.

51. M. GALLEGOS (Equateur) passe en revue les mesures prises en Amérique latine, et notamment en Equateur, pour accorder aux étrangers les mêmes droits individuels qu'aux citoyens. Conformément à cette politique, qui lui est traditionnelle, l'Equateur a signé la convention adoptée récemment par la Conférence des Nations Unies sur le statut des apatrides.

52. Cependant, de nombreux pays n'ont pas signé cette convention. Dans ces circonstances, le mieux serait que l'Organisation des Nations Unies commence par inviter les Etats qui ne le sont pas encore à devenir parties à cette convention. En attendant, les projets de conventions rédigés par la Commission du droit international pourraient être renvoyés aux Etats pour nouvelle étude et observations — seuls quelques Etats ont, jusqu'à présent, fait parvenir leurs observations — et, sur la base de ces données, on pourrait ensuite élaborer des dispositions qui n'iraient pas à l'encontre des législations nationales.

53. M. TREJOS (Costa-Rica) dit que son gouvernement est d'avis que les projets de la Commission du droit international devraient être examinés en eux-mêmes et non pas du point de vue de leur compatibilité avec les législations nationales. La codification du droit international, que réclame la Charte des Nations Unies, ne pourra progresser si les pays ne sont pas disposés à coopérer, à accepter des principes uniformes et à modifier en conséquence leurs propres lois, si c'est nécessaire. C'est pourquoi le représentant du Costa-Rica ne peut retenir l'argument de ceux qui reprochent aux projets de conventions de n'être pas conformes à la législation nationale.

54. Une autre objection, formulée par le représentant de la RSS de Biélorussie, est que, suivant les principes reconnus du droit international, la nationalité relève de la compétence interne des Etats, et que l'on violerait ces principes en essayant de la réglementer sur le plan international; mais c'est précisément pour sauvegarder les droits des Etats que l'action internationale dans ce domaine serait régie par des conventions applicables aux seuls Etats qui y auraient volontairement adhéré. La délégation du Costa-Rica estime donc que les projets élaborés par la commission ne contreviennent nullement aux principes du droit international.

55. Pour ce qui est de la procédure à suivre, la Sixième Commission n'a guère qualité pour aborder le fond du problème, et M. Trejos pense donc, comme les représentants de la France et du Venezuela, que l'Assemblée générale ou le Conseil économique et social devrait demander aux gouvernements s'il y a lieu de réunir une conférence de plénipotentiaires qui serait chargée d'adopter une convention en prenant pour base les projets de la commission.

La séance est levée à 17 h. 10.

